



Communiqué de Presse du 28 septembre 2021

Classe maternelle fermée à La Saunière, la Crise du remplacement commence en Creuse.

Première fermeture de classe à la Maternelle de La Saunière aujourd'hui 28 septembre dans notre département, non pas à cause du COVID mais bel et bien d'un manque cruel et structurel d'enseignants des écoles remplaçants.

L'UNSA Education avait tiré la sonnette d'alarme dès la première réunion avec l'Inspection Académique, le 3 septembre, en découvrant le nombre de remplaçants disponibles pour cette année scolaire. 16 Postes alors que l'an dernier 47 étaient disponibles en début d'année. Nous avons alerté en Intersyndicale la Rectrice, la Préfète et le Député.

Nous avons essayé de comprendre cette situation en la comparant avec celle d'autres départements à l'occasion du Conseil National de notre syndicat la semaine dernière et l'explication est simple et sera confirmée par les chiffres du Contrôle National de l'Emploi que nous attendons la semaine prochaine : le budget alloué au département pour les postes d'enseignants n'est pas dépensé dans son intégralité, faute d'autorisation ! En effet, avec ce système de contrôle, les administrations locales n'ont plus la main pour ajuster leurs budgets, quand un enseignant est mis en disponibilité, ou en temps partiel, les "économies" faites par l'administration devraient permettre de recruter temporairement un contractuel. Il n'en est rien, pour pouvoir utiliser ce reliquat budgétaire, les autorisations passent par le Rectorat, par la Trésorerie Générale et In Fine par le Ministère de l'économie qui invite ses administrations à économiser à tout va.

L'UNSA Education Creuse, notre fédération, a sollicité en urgence une audience auprès du Député Moreau à l'Assemblée Nationale et nous avons pu lui faire part de nos inquiétudes à ce sujet qui semble se généraliser et qui produit un impact beaucoup plus fort dans les départements les plus ruraux (du fait de la petite taille des structures et des écoles). Nous lui avons demandé s'il trouvait normal que les députés votent un budget qui finalement n'est pas exécuté dans son intégralité ? Il a relayé nos inquiétudes au Ministère auprès duquel il a relayé notre demande d'audience.

Ne nous trompons pas de cible, si les besoins remontent bien de l'Inspection académique au Rectorat, puis du Rectorat au Ministère, c'est bien le Ministère des Finances qui donne l'autorisation de dépenser le budget.

L'UNSA Education 23 avait alerté le Rectorat la semaine dernière concernant une inquiétude pour le remplacement d'une collègue dans une structure ULIS et là le Rectorat avait eu l'autorisation de "payer" un remplaçant (c'est bien le minimum qu'on pouvait faire pour permettre la scolarisation d'enfants qui demandent une attention bien particulière).

Aujourd'hui c'est donc une école maternelle qui ferme, une école à 1 classe qui ne peut évidemment pas "redistribuer" les élèves dans d'autres classes, c'est une rupture du service public alors même que le budget existe. Et cette fermeture en annonce malheureusement bien d'autres.

Ce manque d'ambition pour l'école, doublé d'une absence de prise en compte de l'impact des décisions budgétaires sur nos territoires ruraux ne peut plus durer. En effet cette situation de "Crise de remplacement" que nous vivons ne pourra s'améliorer que sur le long terme, en recrutant plus d'enseignants dans les années à venir, à moins de vouloir continuer à compter chaque année toujours plus de classes fermées alors que les moyens sont là...

A L'UNSA Education, nous n'aimons pas jouer les oiseaux de mauvais augure, mais en responsabilité, nous ré-interpellerons le ministère et Bercy régulièrement cette année pour leur rappeler le besoin d'adapter les politiques budgétaires aux réalités des départements ruraux.